

# **FRANCE-EUROPE-ALLEMAGNE**

Informations politiques, agricoles, alimentaires

Diffusion par l'agence de presse Socopag  
9 rue du Buisson Vert 27130 Verneuil-sur-Avre  
Tél 02 32 38 22 37 – Fax 02 32 58 34 77  
[socopag@free.fr](mailto:socopag@free.fr)  
<http://socopag.fr>

n° 219  
mardi 14 juin 2011

## *Tuer de sa main, pourquoi pas ?*

*On me dit que certains grands esprits ont décidé de ne plus manger que la viande des animaux qu'ils auront tués eux-mêmes. Je suppose qu'ils cherchent dans cette décision une transgression sociale un peu spectaculaire, mais ils ne font que revenir à la pratique ordinaire d'il ya quatre ou cinq générations. La mère tordait alors le cou d'un poulet en pensant à sa lessive, et le père réunissait quelques voisins pour saigner un cochon en discutant des élections. Evidemment pour un bœuf de 800 kilos, c'est un peu plus compliqué, ce qui a justifié longtemps le rôle du boucher dans sa cour de derrière, avant que l'industrie et ses machines ne ravalent la chose au rang d'une opération technico économique vaguement honteuse.*

*Dans le même esprit, ne devrait-on pas lire que les livres qu'on a soi même écrits ? Je suis tenté de répondre par l'affirmative quand je considère le rayonnement ordinaire des super marchés et des maisons de la presse – je ne parle pas des vraies et bonnes librairies, une espèce en voie de disparition, hélas. Dans ce domaine également, on ne ferait que remonter à des pratiques anciennes, quand la veillée autour du feu bâtissait peu à peu des légendes qu'on se racontait ensuite de générations en générations.*

*Allons plus loin. On ne mangerait que des animaux dont on aurait préalablement conté la légende devant la foule rassemblée pour son sacrifice. Et on ne lirait de livres que d'auteurs dont on se serait assuré du trépas déjà lointain. La viande y gagnerait le fumet des rites antiques, et la postérité aurait tamisé fin le génie des auteurs. Enfin le rêve se réaliserait : manger de bonnes viandes, puis lire un bon livre.*

*Mais ce n'est qu'une illusion... Je n'attends pas de tel miracle et je m'accommoderai encore ce soir de mon hamburger micro-ondable sous plastique et du dernier Marc Lévy. J'y vais de confiance : au moins je ne peux pas savoir à l'avance lequel des deux sera le plus mauvais. F.L*

\*\*\*

## EUROPE

### Le Parlement européen demande une augmentation du budget de l'UE



Pour les années 2014 à 2020, il faut prévoir une progression des ressources et donc du budget de +5 % par rapport à 2013, dit la Parlement. Ce n'est que de cette façon que les objectifs fixés pourront être atteints, dit-il.

Le Parlement européen vient d'approuver cette semaine en séance plénière un rapport spécial sur les futurs budgets UE. Les pays qui veulent geler à long terme le budget de l'UE doivent indiquer où il faut économiser dans les stratégies communes arrêtées. Ils sont priés d'indiquer dans le détail quels sont les programmes qu'ils veulent abandonner en cas de gel des ressources financières.

Les moyens consacrés à la politique agricole et à la politique régionale doivent être maintenus. Pas d'engagements sans les moyens financiers !

« Il faut que nous mettions fin à cette habitude déplorable de prendre des engagements sans disposer des moyens de les réaliser. Diminuer le budget n'est pas une voie praticable pour tous ceux d'entre nous qui croyons à une Europe compétitive. »



C'est le rapporteur de la commission SURE, le député espagnol PPE Garriga Polledo (photo), qui a ainsi dénoncé le mécanisme des engagements sans moyens aboutissant à des réductions budgétaires, notamment dans le budget important du secteur agricole. Son rapport de la commission SURE, la commission spéciale pour les défis politiques, rapport relatif aux perspectives financières pour une nouvelle période de 7 ans, a été adopté par 468 voix pour, 134 contre et 54 abstentions.

Les députés européens sont d'avis que l'on ne peut pas geler le budget UE au niveau de 2013. L'augmentation proposée de 5 % pour le budget total UE par rapport à 2013, signifie que ce budget représenterait 1,11 % du PIB de l'UE contre 1,06 % en 2013. Les députés craignent que des projets décidés, dans les secteurs de la Recherche et du Développement, dans celui des investissements d'infrastructures ou concernant la Politique extérieure et d'élargissement, puissent être victimes de restrictions budgétaires.

Pour les régions qui ont un PIB par tête d'habitant situé entre 75 et 90 % du PIB de l'Union, la Commission UE devrait créer une catégorie intermédiaire pour la prochaine période financière. Ce classement devrait apporter à ces pays un statut clair et des perspectives de planification plus sûres. Le Parlement demande en outre une augmentation des investissements d'infrastructures dans le secteur de l'énergie. Il y a par contre des économies à faire dans la gestion administrative de l'UE, y compris avec un siège unique du Parlement.

Les Parlementaires critiquent le système actuel de financement de l'UE qui repose quasi-exclusivement sur les contributions des Etats, et qui est devenu extraordinairement compliqué. Un système de ressources propres serait plus équitable, plus transparent et plus simple. Ils soulignent que ce système ne devrait ni influencer le montant total du Budget ni augmenter la pression fiscale totale sur les citoyens. Ils demandent la fin des remboursements, exceptions et rabais qui se sont accumulés dans le système actuel. Le cadre financier actuel manque de flexibilité. Il ne peut pas faire suffisamment face à des événements imprévus. Des marges inutilisées et des moyens financiers restants des années précédentes devraient pouvoir être mieux utilisés.

Le Parlement européen est ainsi la première des institutions européennes qui fixe sa position pour les perspectives budgétaires d'une nouvelle période financière de 7 ans. Le 29 juin la Commission présentera ses propositions pour le cadre budgétaire 2014-2020 ainsi que pour des ressources budgétaires propres. Ensuite les négociations commenceront avec les Etats membres. Ces discussions conditionnent celles sur l'importance de la réforme de la PAC. La période financière en cours s'achèvera en 2013.

\*\*\*

Le « rééquilibrage » des aides directes est en marche



Selon un projet d'étude impact de la réforme proposée pour le PAC, la Commission européenne viserait à obtenir un minimum d'aides directes pour les États membres. Dans le projet qui circule entre les Directions, ce minimum se situerait à 80 % de la moyenne UE atteinte en 2013. Cela signifierait que 8 pays verraient leurs aides directes augmenter à une moyenne de 216,90 € à l'hectare dans les pays baltiques, au Portugal, en Roumanie et plus faiblement en Slovaquie, en Pologne et en Bulgarie. Le groupe des 11 pays dans lesquels il y aurait diminution doivent s'attendre à une diminution de 4,1 % de leur taux le plus élevé ce qui réunirait une somme d'un peu plus 900 Mio €. L'effort le plus important serait demandé à la France, à l'Allemagne et à l'Italie

La Commission veut ainsi concrétiser ses annonces de rééquilibrage des aides directes entre les États.

Les experts de Bruxelles indiquent que l'application de critères objectifs comme le pouvoir d'achat entraînerait une redistribution des aides de l'ordre de 4,5 MD €. Il y a peu de chances que cela puisse politiquement se réaliser. Un autre modèle combinant une redistribution forfaitaire avec des critères objectifs conduirait à une redistribution de 1,4 MD €. Dans ce modèle, le minimum d'aides directes devrait atteindre 85 % de la moyenne UE 2013. Le pouvoir d'achat et d'autres indicateurs serviraient à désigner les États priés de financer cette redistribution. Un autre modèle, dit de « tunnel », envisagerait de limiter les aides à l'ha à 120 % de la moyenne UE. C'est un modèle qui a finalement été peu développé.

En ce qui concerne le plafonnement des aides pour les grandes exploitations différents modèles sont également envisagés: plafonnement sec, diminution

progressive, prise en compte des unités de main-d'œuvre. Les redistributions qui en résulteraient se situeraient entre 270 et 860 mio €. Les pays particulièrement touchés seraient la Bulgarie, la Grèce et la Grande-Bretagne. L'Allemagne est classée en milieu de peloton des concernés du fait que le modèle ne distingue pas entre Est et Ouest et se réfère à des moyennes nationales. Les experts reconnaissent qu'il sera difficile d'éviter les contournements du plafonnement par des transferts de droits ou des divisions d'exploitations. Il faudra définir ce qu'est une division d'exploitation. En outre, c'est aux autorités nationales d'en apporter la preuve.

En ce qui concerne la limitation des paiements directs aux actifs, la Commission voit beaucoup de pierres d'achoppement et une nouvelle augmentation des frais administratifs. Il faudra sur ce point une coordination étroite avec les États membres.

\*\*\*

### Hilton beef : une contrainte d'historique pour les importateurs

La Commission européenne ne veut pas de spéculation sur le contingent d'importations de viandes bovines de qualité en provenance des USA. Ne peuvent demander de licence d'importation que les entreprises qui ont importé au moins 100 t de cette viande durant les deux années précédant la demande. Le contingent autorisé est de 20 000 t/an provenant d'animaux de moins de 30 mois et non traités aux hormones.

\*\*\*

### Actifs agricoles : en moyenne 5,6%

Actifs agricole en UE : de 1,1 % à 27,8 % selon les pays. La moyenne est de 5,6 % des actifs en agriculture. Roumanie 27,8 %, Bulgarie 19,3 %, Pologne 17,6 %, Grèce 11,8 %, Portugal 10,9 %. France 3,2 %, Pays-Bas 2,9 % Danemark 2,8 %, Suède 2,1 %, Allemagne 2,1 %, Belgique 1,8 %, Grande-Bretagne 1,1 %.

\*\*\*

## GRANDE-BRETAGNE

### Un ombudsman pour les agriculteurs



Le ministre de la Consommation Edward Davey (photo, 46 ans, libéral-démocrate), vient de présenter un projet de loi correspondant. Cet ombudsman devra surveiller tous les contrats entre la distribution et le secteur agricole. Depuis plus de 10 ans la NFU demande l'établissement d'un code de bonne conduite entre l'agriculture et distribution. Le projet de loi vise à protéger les agriculteurs contre des pratiques inéquitables et des insécurités croissantes. L'institution de l'ombudsman doit dissuader la distribution d'abuser de sa puissance sur les marchés.

Des sanctions financières peuvent être prononcées contre les distributeurs. Elles constituent l'une des trois sanctions que peut prendre l'ombudsman. Selon le

gouvernement cette création coûtera 800 000£/an. L'organisation du commerce de détail considère que cette surveillance est inutile car il est de l'intérêt du commerce de distribution de maintenir de bonnes relations avec les agriculteurs.

\*\*\*

## DANEMARK

Arla Foods et le suédois Milko veulent fusionner.



Les conseils des deux groupes coopératifs en discutent dans leurs conseils d'administration et de surveillance. Les coopérateurs de Milko deviendront membres d'Arla et toucheraient le même prix du lait. Si les deux conseils approuvent la fusion au courant de cet été, les négociations de fusion commenceront en octobre. Les services suédois de la concurrence doivent également donner leur approbation.

Milko dispose de trois usines auxquelles 650 livreurs fournissent annuellement 250 Mio kg de lait. Le site Milko de Standort passe déjà à Arla au 1<sup>er</sup> juillet.

\*\*\*

## ITALIE

Coldiretti s'insurge contre le pillage des AOC-IGP italiennes



L'organisation paysanne (en photo la somptueuse salle du conseil à Rome, à son siège du Palazzo Rospigliosi-Pallavicini) estime que l'Italie exporte annuellement des produits d'appellations pour 1,5 MD €, mais qu'il s'en vend pour 50 MD € sur le marché mondial ! C'est ainsi que les USA et l'Australie produisent des milliers de tonnes d'imitations de Parmigiano Reggiano pour le monde entier. Les USA produisent également des imitations d'autres fromages protégés et du faux salami soppressata Calabrese. Le Canada produit de la fausse mortadella et du faux jambon San Daniele.

On peut considérer qu'à peine 2 % des spécialités fromagères italiennes consommées aux USA, en Australie et en Nouvelle Zélande, sont produites réellement en Italie. Dans les pays émergents comme la Chine, c'est pire encore : les faux sont arrivés sur les marchés avant même les originaux, en cassant leurs possibilités de débouchés.

En 2010, l'Italie a exporté 272 000 t de spécialités fromagères et d'autres produits laitiers +14 % par rapport à 2009. Son meilleur client reste la France avec 55 000 t suivie de l'Allemagne avec 36 000 t. Les USA viennent en troisième position avec 29 000 t, puis la Grande-Bretagne 26 000 t.

## PAYS-BAS



Des éléphants ravis de manger des concombres! Un producteur hollandais a fourni au zoo d'Emmen plusieurs tonnes de concombres. Les pachydermes du zoo n'ont pas à craindre la bactérie tueuse!

\*\*\*

## ALLEMAGNE

Crises sanitaires : les failles du fédéralisme allemand



Les critiques se sont multipliées, à propos de la gestion allemande de la crise de l'E.coli, mais aussi de quelques autres antérieures : ESB, H1N1, dioxine etc.

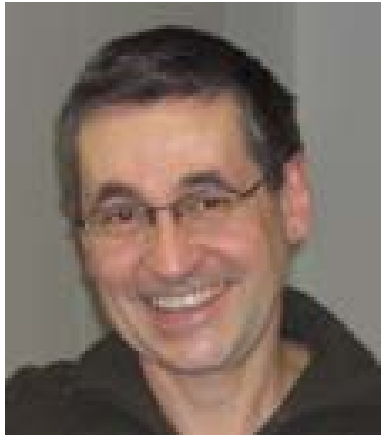
De l'ESB jusqu'à l'épidémie d'Ehec, en passant par le scandale de la dioxine, les épidémies de gripes diverses ou les scandales des viandes avariées, l'Allemagne connaît de puis au moins 15 ans une suite quasi-continue de menaces d'origine alimentaire directe ou indirecte. Chaque fois les mêmes critiques s'abattent sur son organisation décentralisée et dispersée et ce malgré tous les engagements pris de la réformer.

La presse reconnaît « qu'il y a maintenant des morts et des familles en deuil, des producteurs allemands et européens désespérés. Il faudra indemniser les pertes ». Mais une sorte de prudence ou de retenue empêche encore cette même presse allemande de mettre sur la table toutes les critiques qui se développent en ce moment. Car il faut tout de même constater que les services du contrôle alimentaire, les services de santé, les services vétérinaires et les institutions de recherches sont impliqués dans cette crise de manière dispersée selon les Länder, avec des décalages ou des retards qui finissent par organiser un chaos dans l'information à force de vouloir ou de devoir se justifier ! La coordination de crise ne se met que tardivement en place.

Première conclusion : la décentralisation, si efficace par ailleurs, n'est pas la formule idéale dans le secteur de la sécurité alimentaire. Hélas, le fédéralisme allemand aura sans doute du mal à l'admettre...

\*\*\*

## E.coli : la piste du lisier n'est pas la bonne



Selon Lothar Beutin, expert Ehec auprès de l'Institut allemand d'évaluation des risques (Bundesinstitut für Risikobewertung), les chercheurs ont réussi une avancée intéressante dans l'étude de la bactérie responsable de l'épidémie en Allemagne. On sait maintenant que la plus grande part de son patrimoine génétique appartient au groupe peu connu E.coli EAEC/EAggEC.

Or ces souches EAEC ne se trouvent pas dans le système digestif des ruminants, mais dans celui des humains. "Ces agents pathogènes se sont adaptés aux humains" explique-t-on à l'Institut où l'on en déduit que les contaminations par du lisier deviennent peu probables.

Reste, hélas, l'essentiel : ces bactéries sont dangereuses pour les humains car elles s'accrochent obstinément aux intestins et produisent de la shiga-toxine, auparavant appelée la vera toxine. Ces bactéries, admettait-on il y a encore quelques semaines, se trouvaient essentiellement dans les hamburgers mal cuits.

\*\*\*

## E. coli : la politique politicienne n'est pas loin



Les services allemands ont finalement découvert la bactérie « tueuse » sur un paquet de germes venant de la ferme de Bienenbüttel, dans la pouille d'une famille qui a connu trois malades. La découverte a eu lieu au moment même où l'on annonçait avec certitude l'origine de la bactérie grâce à d'autres méthodes.

Mais dans cette affaire, la politique politicienne pointe à l'horizon. En effet, des fonctionnaires du BMELV, le ministère de l'agriculture, déclarent maintenant que cette exploitation aurait dû être fermée beaucoup plus tôt.



Ceci doit être interprété comme étant une pierre dans le jardin de l'ex-secrétaire d'Etat et actuel ministre de l'agriculture de Basse-Saxe, Gert Lindemann (64 ans, photo). Celui-ci avait été éloigné du secrétariat d'Etat à la demande d'Ilse Aigner, qui estimait qu'il était devenu trop puissant. Pourtant ce

sont les services de Lindemann en Basse Saxe qui ont annoncé les premiers leurs concernant les grains germés.

\*\*\*

L'Allemagne appuiera la promotion des légumes espagnols



Le gouvernement espagnol ne demande plus à l'Allemagne des compensations pour les pertes dues à l'affaire des concombres. Diego Lopez Garrido (photo), le ministre espagnol des Affaires européennes, n'exclut toutefois pas des recours judiciaires de la part d'entreprises privées espagnoles. Le gouvernement allemand s'est engagé dit-il, à s'efforcer de rétablir le prestige des produits espagnols ternis par la crise en Allemagne. Le gouvernement allemand appuiera une campagne de promotion des produits espagnols en préparation à Madrid.

\*\*\*

Allgäu Fleisch en insolvabilité



Ecrasée par les dettes accumulées, la firme spécialiste de la viande vient d'être déclarée en insolvabilité par le tribunal de Kempten. Les investissements de modernisation effectués entre 2004 et 2006 ont entraîné des difficultés financières et des pertes.

Cette boucherie industrielle figure parmi les plus grandes entreprises de viandes de la région Allgäu- en gros la région de la Souabe, au sud-ouest de la Bavière. Elle abat 800 bovins/semaine et 3500 porcs /semaine. 129 salariés sont touchés par cette insolvabilité. Leurs salaires devraient provisoirement être assurés en liaison avec l'agence locale de l'emploi. Le syndic désigné veut d'abord déterminer si cette entreprise familiale peut être redressée dans sa structure actuelle.

Les candidats repreneurs ne manquent pas, car les installations sont modernisées et la clientèle régionale de l'entreprise offre des garanties pour les investisseurs potentiels.

\*\*\*

Les abattoirs de truies très concentrés



ISN, le groupement des producteurs allemands de porcs, a publié pour la première fois un classement des abattoirs de truies. Le top 5 réunit

90 % des abattages et seulement 61 % des porcs. C'est un abattage encore plus concentré que celui des porcs charcutiers.

Classement en parts de ce marché.

1) Tönnies Rheda-Wiedenbrück (photo)	43,9
2) Westfleisch Münster	16,4
3) Schlachthof Uhlen Lengerich	10,4
4) Westphal Schlachthof Herzebrock-Clarholz	9,0
5) BMR Schlachthof Garrel	8,6
6) Hülshorst GmbH Verl	4,5
7) Heinz Tummel Schöppingen	2,9
8) Vion Düsseldorf	2,3
9) Teterower Fleisch Teterow	1,5
10) Vogler Fleisch Luckau	0,5

\*\*\*

Le taurillon bavarois recule.



Il y a encore actuellement 32 000 exploitations dans lesquelles on fait de l'engraissement de taurillons. Avec 315 000 t de viandes bovines, la Bavière fournit 25 % de la production allemande et 4 % de la production UE. La Bavière est dans ce domaine autosuffisante à 200 %, et donc plus de la moitié de la viande bovine doit être vendue hors du Land. Les débouchés importants se trouvent en Italie et en Grèce. Dans les 10 dernières années, la consommation a diminué de -5 % en Italie et de -20 % en Grèce.

Sur ces marchés en diminution, la Bavière se heurte, en Italie surtout, à la concurrence française. Les animaux français sont vendus en Italie à des prix inférieurs aux prix allemands. Vers la Turquie, la viande bavaroise a souffert de tarifs douaniers augmentés, bien que cette situation se détende un peu. De surcroît, la Pologne se pose en nouveau concurrent.

La Pologne, qui a exporté 3.500 t de viandes bovines il y a dix ans, en est maintenant à 45 000 t. Du coup, le débouché allemand en Pologne est tombé de 85 000 t à 55 000 t.

La production de taurillons nécessite beaucoup de maïs ensilage. Là, les engraisseurs sont en concurrence avec la production de biogaz, et face à des augmentations de fermages plus fortes que partout ailleurs en Europe. D'autre part, 80 % des taurillons constituent des productions annexes à celle du lait. Les vaches laitières diminuant, le nombre de taurillons diminue également.

\*\*\*

En 2010, la pub pour les produits laitiers a un peu baissé



Nielsen Media Research a pris sous sa loupe, les dépenses de publicité 2010 pour les produits laitiers en Allemagne. Les dépenses totales au niveau de 530,1 % mio € placent ce secteur en seconde position derrière celui des produits sucrés qui affichent une dépense de 722,2 mio €. Le volume financier 2010 de la publicité laitière est en recul de - 1,6 % par rapport à 2009.



Les dépenses pour la ligne dite « jaune », fromages à pâte dure et fromages de coupe, ont augmenté de 24,7 % en un an et atteignaient 55,2 mio €. Dans la ligne dite « blanche » les dépenses pour les yaourts dominent avec 122,4 mio € en augmentation (+22,1 %) ainsi que les publicités pour les probiotiques 155,4 mio €. Dans le segment probiotique, les dépenses ont diminué de 9,1 % par rapport aux 170,9 mio € de l'année 2009.

La télévision reste le support publicitaire le plus important avec une dépense de 456 mio €, en recul de 3,8 % par rapport à 2009. Les publicités TV pour les produits de ligne jaune ont toutefois atteint un nouveau record avec 120,7 mio €.

\*\*\*

## MONDE

### AUSTRALIE

La mort annoncée de 1,2 million de chameaux sauvages.



Ils mangent la végétation rare, vident les sources, envahissent les villages et émettent trop de méthane. On estime que leur nombre double tous les 9 ans. Chaque animal émet 45kg de méthane par an ce qui correspond à une émission d'une tonne de CO<sub>2</sub>. Supprimer la totalité des 1,5 million de chameaux équivaldrait, du point de vue des émissions, à une suppression de 300 000 automobiles.

Le gouvernement veut par ailleurs commencer à organiser la vente de certificats de CO<sub>2</sub> à des entreprises nationales et étrangères en recherche de certificats d'autorisation de polluer. Tous les partis politiques ont donné leur avis favorable à cette émission de certificats. Le projet de loi sera mis en discussion au Parlement dans les jours qui viennent. Une fois cette étape franchie, on s'occupera vers la fin de l'année de l'organisation de la « chasse » aux chameaux, dont la viande est comestible. L'Australie a l'une des plus grandes pollutions de l'air par tête d'habitant, à cause de ses entreprises minières.

\*\*\*

### RUSSIE

88 abattoirs brésiliens non autorisés à exporter

La Russie interdit à partir de mi-juin l'importation de viandes bovines brésiliennes venant de 88 entreprises des Etats de Mato Grosso, Paraña et Rio Grande do Sul. Les inspections faites en avril par les services russes se sont avérées totalement décevantes.

Huit entreprises avaient déjà été provisoirement interdites d'exportation vers la Russie en mai dernier, et quelques-unes rayées de la liste des autorisations accordées. Les services russes reprochent aux services vétérinaires brésiliens des manquements systématiques et leur incapacité de garantir pleinement la sécurité alimentaire.